

La question mérite d'être posée. Ancienne puissance coloniale dans la bande sahélo-saharienne, la France est restée plus ou moins impliquée par des accords de défense depuis la décolonisation. La dégradation cependant de la situation régionale en raison de la menace islamiste l'a contrainte à s'impliquer de nouveau et directement. La stabilisation de cette région composée en grande partie d'États fragilisés aussi bien dans leur dimension sécuritaire que dans leurs dimensions économique et politique devient un impératif stratégique pour la menace qu'elle pourrait représenter aux mains des islamo-terroristes.

La France reste la puissance militaire en responsabilité pour réguler les tensions régionales dans cette région en partenariat avec les gouvernements notamment du G5. Sa stratégie s'exerce à travers une approche globale qui associe réforme de la gouvernance, le développement et la sécurité. Depuis 2013, son engagement militaire est bien loin de s'enliser puisqu'il contribue par la guerre menée contre les mouvements islamo-terroristes à leur retirer l'initiative et donc à les empêcher de s'emparer du pouvoir.

J'aborderai cette question sous trois aspects : la situation opérationnelle, les conditions diplomatico-militaires de la stabilisation car on ne peut pas dissocier l'action militaire de l'action politique, enfin l'engagement militaire proprement dit.

Une situation opérationnelle complexe

Une géographie favorable à l'ennemi

Le théâtre des opérations est un terrain semi désertique qui correspond à une surface équivalente à dix fois celle de la France soit environ 5 millions de km². Il s'étend sur une longueur de 3 200 km soit une distance de Paris à « *au-delà* » de Moscou et une profondeur moyenne de 1 000 km, soit Paris Nice. Au nord, la ligne frontalière est constituée par l'Algérie et la Libye, à l'Est par le Soudan, à l'Ouest par le Sénégal et l'océan Atlantique, au Sud par les États de l'Afrique équatoriale autour du golfe de Guinée.

Si l'on se limite aux cinq pays du G5-Sahel, Maurétanie, Niger, Mali, Burkina Faso, Tchad, 80 millions d'habitants est dispersée sur un espace immense peu contrôlable avec des frontières qui n'existent que sur le papier. Cette population se partage entre sédentaires et nomades, chrétiens et musulmans, sinon aussi animistes, blancs et noirs, sans oublier les nombreuses ethnies africaines. S'ajoutent enfin selon l'OCHA plus de 4 millions de déplacés dans ces États en 2019.

Cette région a en outre connu de multiples crises : sécheresses de 1974 à 1985, famines en corollaire, rebellions Touaregs de 1963, 1991 et 2006, guerre entre le Mali et le Burkina Faso en 1985, conflit tchado-libyen de 1978 à 1985). Les islamo-terroristes ont bénéficié de ces instabilités leur permettant de progresser vers le Golfe de Guinée avec Boko Haram.



Le théâtre sahélien des opérations, Le Monde du 13 janvier 2020

Des facteurs extérieurs préexistant à la crise sahélienne

Trois facteurs apparaissent

- Suite à l'éradication violente des islamistes en Algérie dans les années 90, les survivants du GIA s'installent au début des années 2000 dans le Nord du Mali sous la bannière d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) ;
- Le wahhâbisme prônant l'islam des origines se diffuse dans cette région et combat le soufisme traditionnel, version d'un islam tolérant. Par sa proximité idéologique, le wahhâbisme favorise le rapprochement avec les mouvements terroristes DAESH et AQMI ;
- Enfin, la crise libyenne de 2011 et la chute de Kadhafi ont libéré ses mercenaires dont beaucoup étaient originaires du Sahel et y sont retournés, fournissant les combattants nécessaires aux mouvements terroristes dans le Nord du Mali.

Les facteurs intérieurs à la crise du Sahel

Aucun mouvement insurrectionnel ne peut progresser sans une situation politique, économique et sociale dégradée. En l'occurrence, le Sahel apporte ce terreau favorable aux revendications, aux rebellions sinon aux insurrections :

- La corruption et le clientélisme gangrènent les administrations aux moyens insuffisants. Les trafics de tous genres, armes, êtres humains, drogue contribuent à l'affaiblissement des États ;
- Les administrations sont incapables de satisfaire les besoins essentiels attendus par les populations. La rigueur économique des années 90 voulue par des organismes internationaux comme la Banque Mondiale ou le FMI a nui au développement des services de base dans la santé, l'éducation, la sécurité ;

- L'extrême pauvreté touche 40 à 50% de la population des cinq États du G5 qui sont parmi les plus pauvres au monde ;
- S'ajoutent enfin les défis à venir : d'abord le défi démographique avec une jeunesse où les moins de 25 ans représentent 66% de la population avec les conséquences sur le développement économique ; ensuite le défi climatique.

Tous ces facteurs permettent aux mouvements insurrectionnels de disposer d'un terrain favorable au recrutement de combattants certes peu « idéologisés » mais n'ayant pas d'autre avenir que celui de la prédation. Pour relativiser cette guerre dans le Sahel, constatons cependant que l'ennemi djihadiste est estimé à moins de 3 000 combattants par l'ONU, sur une population de 80 millions d'habitants et dans un espace de 5 millions de km².

Peut-on stabiliser le Sahel ?

L'ennemi, objectif et modes d'action

Les mouvements islamo-terroristes ont pour objectif politico-religieux la mise en place de gouvernements conformes à leur vision d'un monde régi par la Charia. Une fois installés, disposant des ressources humaines et économiques des Etats conquis, ces Etats islamiques permettront la création de bases arrière visant notamment l'Union européenne dans leur poursuite du djihad.

Par des actions terroristes à forte valeur médiatique ajoutée, l'insécurité vise à déstabiliser les gouvernements en place, à faire douter les administrations qui subsistent, à terroriser les populations, à instiller la division parmi les ethnies et à lasser les appuis internationaux face au coût de la guerre et des pertes mais qu'il faut relativiser malgré leur impact sur nos opinions. Cette guerre contre les mouvements islamo-terroristes est bien une guerre de contre-insurrection à mener par les Etats régionaux et par leurs alliés internationaux.

Comme dans toutes les guerres de type insurrectionnelle, les modes d'action de ces mouvements armés font appel aux actions de guérilla et aux attaques terroristes. En 2019, les 700 attaques terroristes, souvent entremêlées à des conflits intercommunautaires, ont fait selon l'ONU 4 000 morts au Mali, au Niger et au Burkina Faso, soit cinq fois plus qu'en 2016. À titre d'exemple, plus de 2 000 écoles ont fermé depuis 2017 au Mali, au Burkina Faso et au Niger, en raison des menaces et des attaques terroristes. En empêchant l'instruction publique, l'objectif des groupes terroristes est double : les enfants ne peuvent pas acquérir les compétences nécessaires pour développer leurs pays ; ils sont rendus perméables au recrutement djihadiste.

Enfin, la capacité de nuisance des groupes terroristes est rendue possible par leur propagande auprès des populations locales sinon au niveau international. La contre-propagande, et elle paraît bien défailante, doit être menée avec détermination. Ainsi, en ce 8 octobre 2020, la libération de Sophie Pétronin, certes bénéfique collatéral d'une tractation malienne de plus grande ampleur, est un bel acte de propagande au profit des djihadistes qui a été favorisé par notre exécutif : convertie à l'islam, interviewée avec le voile, manifestement en bonne santé

après quatre ans de captivité et des appels à l'aide pour des médicaments, elle est prête à repartir au Mali. Syndrome de Stockholm ?

Et en prime plusieurs dizaines ou centaines de combattants djihadistes ont été libérés. Que fera-t-on s'ils tuent demain des soldats français ? Un communiqué d'indignation ? Une cérémonie d'hommage national ?

La stratégie de l'approche globale

La réponse souvent entendue dans le monde « *politico-économico-associatif* » est qu'il n'y a pas de solution militaire. Les militaires en sont bien convaincus mais ce n'est pas nouveau. Bien souvent, les militaires sont peu soutenus lorsqu'ils demandent un soutien économique et politique. Pourtant, infirmant l'idéologie dominante, n'a-t-on pas appris depuis l'Afghanistan et l'Irak qu'il ne peut pas y avoir de développement sans sécurité ? À ce titre, un général, commandant en chef, ne serait-il pas plus efficace pour conduire la stratégie de l'approche globale sur l'ensemble du théâtre sahélo-saharien ?

La recherche de la disparition de l'Etat légal par les djihadistes vise à instaurer le chaos et à créer les conditions propices à la mise en place de l'ordre islamiste, *Ordo ab Chao !*, un ordre islamiste, ou islamique, qui s'installe progressivement comme par exemple, dans le sud-Niger, avec une gouvernance légale le jour, une gouvernance islamique la nuit comme cela s'est produit au Vietnam hier, en Afghanistan aujourd'hui et comme dans toute situation insurrectionnelle.

C'est pourquoi l'approche globale, autre appellation finalement de la stratégie, a été développée par l'OTAN en 2008 puis au sein de l'Union européenne. Elle associe dans toute opération « *gouvernance, développement, sécurité* » pour la sortie de crise d'un État. C'est ce qui est appliqué aujourd'hui dans le Sahel, sans doute plus difficilement dans la mesure où cinq États sont concernés notamment à travers avec le G5-Sahel.

Une action internationale qui s'investit peu à peu dans la sortie de crise

Sur le plan international, l'importance du Sahel s'est peu à peu affirmée depuis 2015 :

- Accord de paix d'Alger au Mali, négocié puis signé entre Bamako et la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) avec pour objectifs la cessation des hostilités et la mise en oeuvre du concept DDR (Désarmement, Démobilisation, Réintégration) ;
- Implication internationale et régionale pour soutenir l'action régaliennne des États dans leur lutte contre les groupes terroristes et les réseaux criminels : États du Sahel, CEDEAO, Union européenne, Union africaine, ONU ;
- Création du G5 Sahel en 2017 pour lutter contre la progression du terrorisme à travers une coopération accrue entre les armées des cinq pays, et pour renforcer les appareils judiciaires et de sécurité intérieure pour faire face à la multiplication des trafics ;
- Création de l'alliance Sahel le 13 juillet 2017 par Emmanuel Macron, Angela Merkel et l'Union européenne. Elle comprend la Banque mondiale, la Banque africaine de

développement et le PNUD, rejoints par l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni. Le plan d'action vise à transformer le Sahel à l'horizon 2022 (!) grâce à 6 milliards d'euros sur 5 ans pour les pays membres du G5-Sahel à travers 500 projets liés à six grands enjeux du développement : emploi des jeunes, développement rural et sécurité alimentaire, énergie et climat, gouvernance, décentralisation et accès aux services de base, sécurité.

Une stratégie militaire internationale dans laquelle la France est fortement impliquée depuis 2013

Dans cet environnement international et régional complexe, le terrain commande la stratégie de la France, acteur principal de ce conflit. L'approche ne peut être que régionale pour traiter les ramifications de l'organisation terroriste et contrer les mouvements armés transfrontaliers dans la bande sahélo-saharienne.

La stratégie générale de la France

L'objectif premier de la France est d'éviter que le Sahel ne devienne une base arrière des mouvements islamo-terroristes, accessoirement des mouvements maffieux, initiateurs et acteurs de nombreux trafics. Pour faire taire (sans doute sans succès) une polémique, les intérêts français dans le Sahel sont particulièrement faibles. Si l'on ne devait citer que le Niger, la majeure partie de l'uranium français ne vient pas de cet Etat.

La France demande avec vigueur que les États « *partenaires* », terme utilisé par la France pour montrer qu'elle n'est pas dans une approche « *néo-colonialiste* », acquièrent la capacité d'assurer leur sécurité de façon autonome. Sa stratégie repose sur l'approche globale dont le volet militaire est porté par l'opération *Barkhane*. Aussi, depuis le sommet de Pau du G5-sahel et de la France, quatre grands piliers ont donc été définis : combat contre le terrorisme, renforcement des capacités militaires, appui au retour de l'État et des administrations, aide au développement avec une priorité de *Barkhane* dans la zone des trois frontières (Mali, Niger, Burkina Faso) contre l'État islamique au grand Sahara.

Une stratégie militaire offensive et déterminée

L'opération *Serval* déclenché le 11 janvier 2013 à la demande du gouvernement malien a permis de stopper l'offensive djihadiste qui menaçait Bamako et de mettre fin à l'organisation « *industrielle* » du terrorisme implantée dans le nord du Mali. La mission de stabilisation du Mali a été ensuite transmise aux forces maliennes ainsi qu'aux forces de l'ONU au sein de la MINUSMA [1].

Aujourd'hui, la guerre menée contre les mouvements armés est organisée dans la bande sahélo-saharienne à plusieurs niveaux avec une implication française présente dans tous les rouages dans le but d'assurer la cohérence stratégique :

- Le Mali, maillon faible de la région, accueille la MINUSMA, dont le chef d'état-major est un général français. Sa mission première est avant tout la mise en oeuvre de l'accord d'Alger de 2015. Elle doit faciliter la mise en oeuvre par les acteurs maliens de la stratégie de stabilisation en vue de protéger les civils, de réduire les violences intercommunautaires et de rétablir l'autorité de l'État, sa présence tout comme celles des services sociaux de base. Elle n'a pas la mission de combattre les mouvements islamo-terroristes. Agissant sous le chapitre VII, la MINUSMA [2] dont le mandat a été renouvelé par l'ONU jusqu'au 30 juin 2021 est une force militaire de Casques bleus de 15 000 soldats et policiers, structurée autour d'un état-major basé à Bamako et d'unités déployées à travers le Mali. Une vingtaine d'officiers français sont insérés dans cet état-major et dans les états-majors de secteur à Gao, Kidal et Tombouctou.
- La mission de combattre les mouvements islamo-terroristes est dévolue à *Barkhane* et à l'armée malienne, formée par l'Union européenne et par *Barkhane*, renforcée désormais par *Takuba*, la composante européenne de forces spéciales. L'opération *Barkhane* appuie aussi les forces armées des pays partenaires dans la bande sahélo-saharienne. Elle a pour objectifs de démanteler les flux logistiques, d'empêcher la reconstitution de zones refuges terroristes dans la région et de déstructurer les mouvements islamo-terroristes y compris par l'élimination de leurs cadres. Elle a renforcé la coordination des moyens militaires internationaux avec un commandement conjoint G5-Sahel/ *Barkhane*. L'action au service de la population vise à encourager celle-ci à se tourner vers les armées partenaires pour assurer sa sécurité et réduire la capacité d'influence des djihadistes. *Barkhane* cherche à créer les conditions du retour de l'État, des services publics et du développement. Elle apporte une aide directe à la population.
- Cette guerre est conduite aussi dans le cadre du G5-Sahel, créée en février 2014 à l'initiative des chefs d'État de la région. Il est destiné à coordonner les politiques de développement et de sécurité de ses membres. Pour engager la « *bataille des frontières* », une force conjointe d'environ 5000 hommes a été constituée depuis le 2 juillet 2017 pour coordonner la lutte contre le terrorisme et d'agir de part et d'autre de ces frontières sur une profondeur de 50 km. Depuis le sommet de Pau de janvier 2020, les opérations intègrent les forces partenaires qui peuvent représenter environ 50% du volume des troupes engagées. La dernière, l'opération *Monclar*, a engagé 5 000 hommes, force considérable pour la région. Le partenariat militaire opérationnel avec les forces armées du G5-Sahel se traduit enfin par le renforcement des formations opérationnelles. En 2020, 2 150 soldats maliens, tchadiens et nigériens ont été formés notamment dans le guidage de l'appui aérien au sol, dans la protection des emprises militaires et ont été sensibilisés au droit international humanitaire.
- EUTM Mali, [3] lancé le 18 février 2013, s'inscrit dans le cadre de l'approche globale conduite par l'Union européenne pour renforcer la sécurité au Mali et au Sahel. Elle est structurée autour d'un état-major à Bamako et d'un camp de formation et d'entraînement à Koulikoro. Une douzaine de conseillers militaires et officiers de liaison français y contribue. EUTM a pour missions de conseiller et d'entraîner les postes de commandement, voire des bataillons, de former les cadres dans les fonctions spécialisées (tir, secourisme de combat, lutte contre les engins explosifs improvisés). 1 000 conseillers devraient être déployés d'ici deux ans au lieu des 650 militaires actuellement, en provenance d'une vingtaine d'États-membres de l'Union européenne. En région, des équipes mobiles forment aux procédures opérationnelles. Depuis le début

de sa mission, près d'une dizaine de bataillon maliens ont été formés et équipés.

Pour conclure, La France est-elle enlisée au Mali ? Non

Une guerre de contre-insurrection n'a pas pour vocation à détruire physiquement une guérilla, ici peu importante en effectifs et en moyens, peu soutenue de l'extérieur mais par définition immergée au sein des populations et ici dans un immense espace

Cette guerre de contre-insurrection a pour objectif de gagner du temps pour permettre aux États de se stabiliser en menant à terme les réformes nécessaires de gouvernance, dans les domaines socio-économiques et sécuritaires. La France ne s'est donc pas enlisée au Mali mais répond à ce devoir de responsabilité qui est d'agir contre les menaces pour la paix.

Le terreau favorable aux mouvements islamo-terroristes qui s'appuient sur des frustrations populaires au demeurant compréhensible doit être retiré. Or ces réformes prendront du temps. Elles laissent supposer que les opérations militaires françaises accompagnées de nos alliés dureront.

Sept ans d'engagements internationaux ne doivent pas avoir été inutiles. Les Etats sahéliens doivent donc prendre sérieusement leur avenir en main avec l'assistance internationale et bien sûr avec celle de la France, architecte engagé de la sécurité dans la bande sahélo-saharienne. Cela a bien été le message exprimé à plusieurs reprises par le président Macron.

OPERATION BARKHANE : LES MOYENS

- *5 100 militaires depuis un PCIAT à Ndjamena et trois points d'appui Gao au Mali, Niamey au Niger et Ndjamena relayées sur le terrain par des plateformes désert relais et des bases avancée temporaires.*
- *Drones Reaper armés depuis décembre 2019, 7 avions de chasse, 22 hélicoptères dont trois lourds britanniques depuis 2018 et deux hélicoptères danois, 6 à 10 avions tactiques et stratégiques, 300 blindés lourds, 240 légers, 380 véhicules logistiques soit 1000 véhicules ;*
- *Deux groupements « tactique » terrestre « désert » soit 1 500 hommes + 500 Estoniens ; 273 missions depuis décembre 2019 ;*
- *Des forces spéciales intégrées dans Takuba [4].*
- *Logistique par air, par mer puis terre à partir de Dakar, Abidjan et Douala, avec le soutien de l'Espagne, de l'Allemagne, et des États-Unis (y compris renseignement) ;*
- *Soutien assuré aussi par les forces françaises prépositionnées en RCI, au Sénégal et au Gabon ;*
- *Bilan 2019 : 109 actions anti-terroristes ; 100 consultations et 400 soins par jour ; 100 opérations CIMIC.*

[1] Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali

[2] Résolution 2100 du Conseil de sécurité des Nations unies le 25/4/2013

[3] Résolution 2425 : La mission a son quartier général à Bamako, Mali. Le commandant de la mission est le général de brigade João Boga Ribeiro, un ressortissant portugais qui a pris ses fonctions en décembre 2019. Deux autres missions civiles PSDC sont menées dans la région : l'EUCAP Sahel Mali, qui aide les forces de sécurité intérieure à réaffirmer l'autorité du gouvernement sur l'ensemble du pays, et l'EUCAP Sahel Niger, qui soutient la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme, au Niger. De plus, une cellule de conseil et de coordination régionale lance et coordonne des activités de renforcement des capacités pour tous les pays et structures du G5, avec le soutien des missions PSDC existantes.

[4] Ayant franchi son premier jalon opérationnel le 15 juillet 2020, la TF Takuba, composée de forces spéciales européennes, a reçu pour mission de conseiller, d'assister et d'accompagner au combat des unités conventionnelles de l'armée malienne dans la lutte contre les groupes armés terroristes (GAT) dans la zone des trois frontières. Une compagnie malienne achève sa montée en puissance avant de rejoindre la TF Takuba. Trois groupes de 60 militaires sont en préparation, mixant des Français avec chacune des trois premières nations engagées, Estonie, République tchèque et Suède. L'Italie a rejoint en juillet 2020.